

# LA SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

REPENSER NOS BESOINS POUR SORTIR DE L'ÉBRIÉTÉ

Les collectivités, largement impactées par la crise énergétique liée notamment à l'invasion de l'Ukraine, ont vu leurs dépenses énergétiques bondir depuis 2021, amputant leur budget de fonctionnement et leur capacité à agir pour la transition écologique. **Comment les collectivités peuvent-elles favoriser la sobriété énergétique de leurs territoires ?**

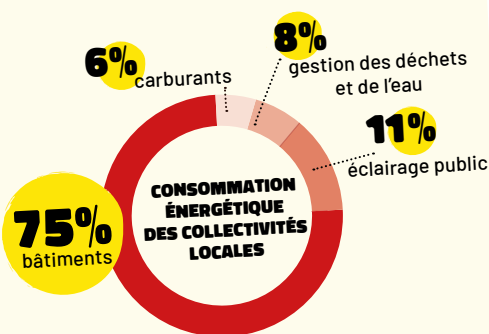


## CHIFFRES CLÉS

**-1°C** = **-8%**  
de chauffage de consommation énergétique

**3,9 MILLIARDS D'EUROS**

dépensés chaque année par les collectivités locales pour le chauffage des bâtiments, l'éclairage public et l'alimentation des flottes de véhicules<sup>1</sup>.



## OBJECTIFS

La France s'est fixé des objectifs de réduction de sa consommation énergétique finale pour atteindre la neutralité carbone en 2050 :

**2030 → -20%** (par rapport à 2012)

**2050 → -50%**

## BON À SAVOIR

Le **plan sobriété 2022** fixe un objectif de 10% d'économie d'énergie d'ici 2024 pour l'État, les entreprises, les collectivités territoriales et les citoyen·nes. Un rythme inédit et ambitieux, sachant que le rythme actuel de réduction est de moins de 1% par an.

## COMPRENDRE LE PROBLÈME

### >>> Une France habituée à l'abondance énergétique

Considérées comme abondantes, inépuisables et peu chères, les énergies fossiles ont façonné nos infrastructures, nos territoires et nos modes de vie. Elles représentent aujourd'hui **2/3 de notre consommation d'énergie finale**, essentiellement de gaz et de carburant utilisé pour le chauffage et le transport. Ressources finies et responsables de lourds impacts environnementaux, sanitaires et sociaux dans les pays d'extraction, elles doivent disparaître de nos consommations.

### >>> La nécessité d'accélérer la transition énergétique

À l'hiver 2022, la France a subi de plein fouet la hausse des prix de l'énergie et des difficultés d'approvisionnement, conséquences de l'invasion de l'Ukraine mais aussi de la forte indisponibilité du parc nucléaire (maintenance et problèmes de corrosion). Cette crise énergétique est révélatrice de **la fragilité de notre système énergétique** et de notre dépendance aux importations. La nécessité de développer les énergies renouvelables et de réduire les consommations d'énergie est devenue flagrante.

### >>> La sobriété énergétique pour atteindre la neutralité carbone

Comme nous le rappelle le GIEC, le pic des émissions mondiales doit avoir lieu au plus tard en 2025 pour espérer rester sous 1,5°C de réchauffement global. Les scénarios énergétiques misant sur la sobriété ne sont pas synonymes de décroissance, bien au contraire : ils sont **gages de souveraineté énergétique et de résilience** face aux crises énergétiques. Ils offrent plus de marges de manœuvre pour limiter les besoins de production d'énergie (investissements et besoins fonciers réduits), et sont pourvoyeurs d'un meilleur cadre de vie (impacts sanitaires et environnementaux réduits).

Les collectivités disposent de nombreux leviers pour réduire leur consommation énergétique, avec des économies substantielles à la clé. Le plus efficace, et de loin : **la rénovation des bâtiments** (mesure d'efficacité et non de sobriété), qui peut permettre jusqu'à 75% de gain d'énergie. Pour évaluer et réduire les dépenses énergétiques de leur patrimoine bâti, les communes de moins de 10 000 habitant·es peuvent mettre en place un service **Conseil en énergie partagé (CEP)** mutualisé entre plusieurs communes d'un même territoire.

NOTES : 1. Dépenses énergétiques des collectivités locales (Ademe, 2017)  
Voir aussi : Sobriété : propositions chiffrées de negaWatt (2022)  
Engager des politiques locales de sobriété (Virage Energie, 2023)

# AGIR EN TANT QUE COLLECTIVITÉ

## >>> Placer la sobriété énergétique au centre de la stratégie énergétique des collectivités

Via les documents de planification (SRADDET, PCAET, SCoT, PLUi\*) et les instances de concertation (Comités régionaux de l'énergie, ...), les collectivités peuvent faire des enjeux de sobriété énergétique un axe structurant de la transition écologique de leurs territoires au bénéfice de l'ensemble de leur population. L'Ademe propose plusieurs types d'accompagnement. [En savoir plus.](#)

\*Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire ; Plan climat-air-énergie territorial ; Schéma de cohérence territoriale ; Plan local d'urbanisme intercommunal

## >>> Baisser le chauffage dans les bâtiments publics

Le chauffage est dans le bâtiment le principal gisement d'économie d'énergie. La collectivité peut agir en interne en baissant la température de consigne (-1 °C = 8% de consommation en moins !), en élaborant un Schéma directeur immobilier et énergétique (SDIE) pour optimiser l'utilisation des bâtiments et des espaces, et en sensibilisant la population et les acteurs du territoire à cet enjeu. Et pourquoi pas questionner les normes sociales d'habillement dans le cadre d'ateliers sur la mise en œuvre de la sobriété ? [En savoir plus.](#)

## >>> Organiser le travail pour limiter les périodes de chauffe

L'optimisation de l'occupation des bureaux, le télétravail ou la semaine de 4 jours sont aussi des pistes de solutions. Le télétravail peut permettre jusqu'à 30% d'économie d'énergie si l'ensemble du personnel est absent des bureaux le même jour. Il en va de même pour la semaine de 4 jours, qui présente également des bénéfices sur la santé : de premières expérimentations ont permis de constater une baisse de 71 % des syndromes d'épuisement professionnel (burnout), de 57 % du nombre de départs de salarié-es, et de 65 % du nombre d'arrêts maladie. [En savoir plus.](#)



**DOUAI**

Avec l'appui de l'association Virage Energie, le Syndicat Mixte du SCoT Grand Douaisis a fait entrer la sobriété dans **le SCoT et le PCAET du territoire** et l'a même étendu au-delà du seul prisme de l'énergie. [En savoir plus](#)



**BELGIQUE**

En 2022, plus de 600 écoles ont participé au **challenge « Gros Pull »** lancé par l'association Good Planet Belgium : un moyen ludique de sensibiliser les scolaires à la sobriété énergétique, qui peut se prolonger par une chasse plus large au gaspillage énergétique. [En savoir plus](#)



**ROYAUME-UNI**

Expérimentée en 2022 au Royaume-Uni dans le secteur privé, **la semaine de 4 jours** a conquis 92 % des entreprises l'ayant testée. En France des expérimentations sont en cours dans le privé et dans le public (URSSAF Picardie par exemple). [En savoir plus](#)

## BÉNÉFICES

- ✓ Maîtrise des coûts permettant une meilleure résilience de la collectivité et du territoire face aux chocs énergétiques (approvisionnement, hausse des coûts)
- ✓ Adaptation du territoire à une offre 100% renouvelable grâce à une réduction des consommations
- ✓ Diminution de la pollution de l'air liée à l'utilisation des énergies fossiles (dont carburants)
- ✓ Économies pouvant être orientées vers la rénovation des bâtiments, l'identification et l'accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique, la production d'énergies renouvelables
- ✓ Engagement de la collectivité dans la transition énergétique
- ✓ Amélioration du cadre de vie pour la population

